

## LE DEBAT

Nous présentons ici les principaux points soulevés dans le débat qui a succédé à l'exposé de Paul Boccara, présidé par Bernard Marx rédacteur en chef d'Economie et Politique. Y participaient outre Paul Boccara, Michel Dauba collaborateur de la section économique du P.C.F., Jacky Fayolle administrateur de l'I.N.S.E.E., Louis Gallois directeur général du ministère de l'Industrie, Xavier Greffe directeur du centre de recherche « Travail, Société » de Paris Dauphine, Jean Christophe le Duigou membre du Conseil Economique et Social, Alain Obadia secrétaire général de l'U.G.I.C.T., Robert Salais directeur de l'unité de recherche de l'I.N.S.E.E. (\*).

### ❶ QU'EST-CE QU'UN EMPLOI EFFICACE ?

□ **Xavier Greffe** : « L'emploi efficace est-il n'importe quel emploi qui apparaîtra efficace ou non selon le critère de gestion appliqué ; ou s'agit-il de certaines catégories d'emploi par exemple du côté de la formation ou des nouvelles technologies? La question est importante pour définir une politique d'emploi dans un pays où chacun aura tendance à dire que son emploi est efficace ».

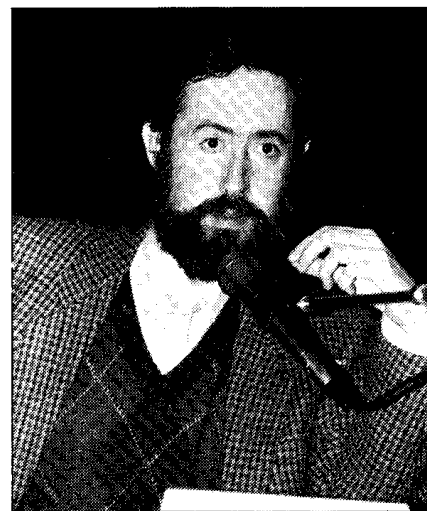
□ **Robert Salais** répond : « Un emploi efficace est un emploi pour lequel on consent les dépenses de formation et de qualification nécessaires qui comprend des droits de gestion et avec une orientation d'ensemble du travail, prioritairement orienté vers la réduction des coûts matériels en relation avec les nouvelles technologies. Une telle recherche d'efficacité de l'emploi vers la réduction des coûts matériels et financiers est incontournable pour traiter les problèmes de débouchés. Sinon en effet, on ne peut dégager suffisamment de ressources dans la valeur ajoutée produite à la fois



Xavier Greffe

pour distribuer des revenus, des salaires et avoir un débouché de consommation et en même temps financer les investissements pour produire plus et créer des emplois. »

□ **Alain Obadia** insiste sur la portée « d'une demande de relance par l'emploi parce qu'elle contient un volet d'action essentiel, parce qu'elle permet d'induire un « volontarisme » dans le bon sens du terme et qu'elle permet de progresser sur l'application de nouveaux critères de gestion. C'est nous doter vis-à-vis notamment des cadres d'une grille d'approche positive et opérationnelle des problèmes ».



Robert Salais

□ **Paul Boccara** revient sur cette question. « La croissance de l'emploi est fondée sur de nouveaux critères d'efficacité qui permettent de développer le plus possible les capacités des travailleurs. La formation n'est pas une condition préalable à l'emploi, mais les nouveaux critères favorisent la progression de la formation et réclament l'intervention des travailleurs. »

(\*) Bruno Berthez, Rédacteur en Chef de « La Vie Française », qui avait donné son accord pour participer à ce débat, s'est excusé au dernier moment et ne s'est pas fait remplacer.

## ② LA CROISSANCE FINANCIERE

□ **Louis Gallois** s'interroge sur la validité de la distinction croissance réelle — croissance financière : « La première s'exprimant au niveau macro-économique et la seconde au niveau des entreprises, niveau où les exigences d'équilibres financiers sont impérieuses. »

□ **Alain Obadia** souligne qu'il ne s'agit pas de faire l'impasse sur cette question mais de développer d'autres critères et d'autres équilibres financiers.

□ **Jean-Christophe Le Duigou** développe cette opinion : « Face à la pression de la droite accusant la gauche de laxisme et de provoquer les déséquilibres financiers dans les entreprises, l'Etat ou le pays, il ne s'agit pas d'ignorer cette question... Une démarche centrée sur l'emploi permet de répondre à la question des équilibres financiers qui est sans cela totalement insoluble pour les quatre ou cinq ans à venir. Et cela permettrait ainsi de s'opposer au retour en force des critères de rentabilité financière les plus stricts sous prétexte de faire face aux déséquilibres financiers.

□ **Paul Boccara** répond : « On ne doit pas avoir une conception de la croissance financière pure complètement séparée de la croissance réelle. Certes les achats d'or, de dollars, de titres sans création réelle existent. Cela pose des problèmes très importants. Mais ce qui est beaucoup plus grave c'est en réalité l'interpénétration de la croissance physique et de la croissance financière. La croissance financière s'oppose en la dominant à la croissance réelle. Elle l'infléchit à la baisse. En même temps elle est liée à un type particulier de production réelle.

Elle agit comme un cancer qui modifie le fonctionnement des cellules. Elle s'est considérablement développée dans la crise ». Et P. Boccara donne plusieurs exemples dans la gestion de B.S.N., Peugeot, Elf.

Ainsi Elf fera des profits et des accumulations financières en dollars dans la production et la vente de pétrole dans le monde en privilégiant sa croissance physique dans ce domaine, avec



Paul Boccara et Louis Gallois



J.-Ch. Le Duigou

toutes sortes de fonds gâchés et d'opérations spéculatives, au détriment des investissements productifs, de la valeur ajoutée et de l'emploi efficace en France dans la pétrochimie.

□ Pour **J.-C. Le Duigou** : « La croissance financière n'est pas un appendice de la gestion. Elle est articulée à la stratégie des firmes d'une triple façon : la recherche de nouvelles sources de profits en réorganisant les modalités de domination sur les marchés, les filières, les entreprises par le canal de l'accumulation financière ; en second lieu il y a accumulation de liquidité pour faire face à une situation d'attente des nouvelles technologies ou de nouveaux produits et enfin de façon plus classique les entreprises recherchent dans des placements financiers la compensation à la baisse de la rentabilité dans la production ».

□ **Louis Gallois** se dit « assez d'accord avec le discours sur croissance financière — croissance réelle. Effectivement, il faut que l'ensemble de la gauche réfléchisse sur la façon dont on peut s'en dégager très progressivement, compte tenu que nous serons amenés à transiger parce que nous vivons dans une société et un environnement international où le critère financier est constamment décisif. »

## ③ LA SOLVABILITE DES MARCHES

□ **Michel Dauba** revient lui aussi sur la question de la croissance financière en la liant aux problèmes de marchés. « Dans la mesure où la croissance financière mobilise des ressources mais est associée au traitement des problèmes réels et à un type de croissance physique, la vraie question est de savoir si c'est le seul choix possible de croissance réelle ». Il en donne plusieurs exemples : « Elf justifie sa gestion et notamment l'achat du Texas Gulf aux U.S.A. par la nécessité d'approvisionner la France en pétrole, phosphate... Mais n'y-a-t-il pas d'autres choix possibles, moins coûteux en croissance financière, même s'ils sont moins « rentables » pour Elf, dans le cadre d'accords de coopération avec le producteur y compris développant davantage les industries de transformation chez eux et chez nous ? ».

« Thomson dépense des centaines de millions voire de milliards à des rachats d'entrepr-

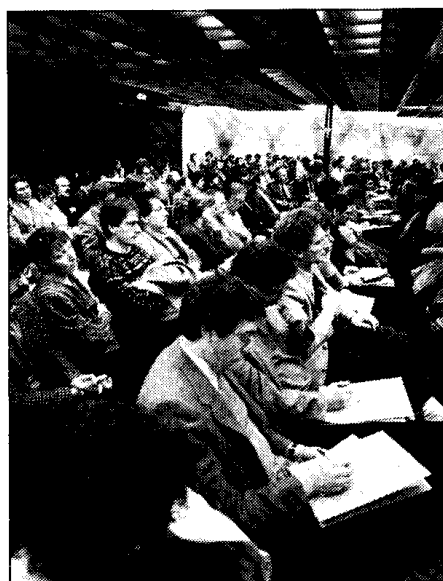
ses européennes, il supprime des emplois. N'y-a-t-il pas d'autres voies pour accéder aux « effets de taille » et aux marchés par des accords de coopération incluant des clauses précises de localisation et des recherches pour le développement conjointement à de nouvelles productions ».

□ **Louis Gallois** : « Je suis d'accord avec Michel Dauba pour rechercher des coopérations en Europe mais je dois constater que les entreprises européennes vont chercher aux Etats-Unis et au Japon des partenaires pour se faire concurrence sur le marché européen qui est le champ clos de leur affrontement ». De plus « dans certains cas l'accès au marché américain est décisif ». Et il cite l'exemple du téléphone. « Où les coûts en matière de recherche sont tels que nous ne pensons pas qu'on puisse développer en France pour la prochaine génération deux systèmes de télécommunication. Avec l'accord Thomson C.G.E. nous avons la possibilité de créer un pôle qui soit l'un des 4 ou 5 capables de créer une technologie du téléphone. Cela suppose que nous passions des alliances européennes ce qui n'est pas simple, mais cela suppose aussi impérativement pour promouvoir une technologie de téléphone, d'accéder d'une façon ou d'une autre à de très grands marchés solvables, c'est-à-dire aux Etats-Unis. »

□ « Et le reste du monde, et la solvabilité des autres ? » interroge **Paul Boccara** pour qui « c'est un débat très sérieux. A partir des critères de rentabilité financière, on peut donner des arguments très valables pour chercher à tous prix à conquérir une part de marché U.S. : c'est un marché solvable, je dirais même hyper solvable quand le dollar monte. Mais c'est une illusion d'autant plus grande qu'elle paraît réaliste ». Et il évoque le marché de l'Inde : « Nous avons obtenus des marchés très importants de centraux téléphoniques en Inde. Certes l'Inde n'a pas le même type de solvabilité que les U.S.A. Mais nous devons développer la solvabilité de pays comme l'Inde. Il n'y a pas d'autre issue à la crise. Pourquoi avons-nous enlevé ce marché ? Non pas avec des propositions financières meilleures



Louis Gallois, Robert Salais, Michel Dauba



mais parce que nous avons associé un effort de formation, de maîtrise technologique, de production sur place. Plutôt que de courir derrière le marché le plus solvable dans les conditions immédiates et après le dollar comme après une drogue, il faut chercher à créer de nouveaux marchés solvables, en favorisant par exemple les co-productions et l'emploi dans le tiers monde où vivent des milliards d'hommes, dans les pays socialistes, dans les pays européens. Il faut développer les marchés solvables en France où avec le câblage et les communications interentreprises favorisant leur relation et les relations entre travailleurs pour leur intervention sociale. Il y aussi d'énormes marchés à créer en centrant la relance sur l'emploi efficace contre la croissance financière. Le problème de la création de nouveaux dé-

bouchés liés à de nouveaux emplois se pose immédiatement de façon cruciale, même s'il sera aggravé quand il y aura retournement de la conjoncture ».

#### ④ « LE FACTEUR TEMPS »

□ Pour **Louis Gallois** « l'industrie est le domaine du temps long. Ainsi le scénario sur lequel nous sommes en train de réfléchir pour la sidérurgie n'aura d'effet qu'en 1986-1987. Et la décision pour le train de Gandrange si elle était positive ne se ferait sentir qu'en 1989-90. Et en même temps la capacité de réaction d'entreprises internationales à des décisions prises chez nous est très rapide. En six mois A.T.T. a passé en Europe des alliances totalement structurantes pour l'industrie électronique pour les prochaines années. Lorsque nous réfléchissons sur l'évolution des critères de gestion, de coopérations franco-française ou internationale il faut prendre en compte ces deux éléments, à la fois le temps court et le temps long ».

□ « C'est effectivement fondamental souligne **Paul Boccara**. Mais il faut voir dans quel sens cela joue ? Les décisions d'investissements sont prises pour très longtemps, mais les débouchés peuvent se retourner et baisser très rapidement. D'où la gravité de l'endettement de longue durée quand il y a baisse brutale du chiffre d'affaire. Nous avons connu cela en 1981. Dans la conjoncture présente, alors qu'officiellement l'on s'appuie sur des prévisions →

de croissance modérée et soutenue de nos partenaires pour 1984-1988, nous aurons, le plus probablement, une nouvelle rechute avant 1988. Dès maintenant il faut agir pour une certaine stabilité de débouchés. Donc pour une reconquête du marché intérieur, sur la base d'un développement de la production et de la demande interne avec d'autres critères de financement et de stimulation de ces deux éléments, et de nouvelles coopérations internationales.

Cela montre l'importance cruciale des critères : il ne suffit pas de souhaiter des coopérations stables, durables ; il faut agir sur leur contenu et donc sur les critères de gestion pour que ces coopérations tiennent dans le temps ».

Et il interroge à son tour Louis Gallois : « En novembre 1982 vous insistiez à juste titre sur l'importance des débouchés intérieurs. Comment vous situez-vous maintenant par rapport à ce problème ? »

□ **Louis Gallois répond** : « Qu'il est effectivement persuadé que les pays qui maîtrisent leur marché intérieur sont les pays qui font face à la crise. Et les pays qui sont capables d'avoir un tissu industriel très serré résistent mieux que d'autres. Or ce qui caractérise les industriels français c'est qu'ils n'ont pas le sens de la solidarité » et il cite pour les opposer l'attitude des constructeurs d'automobiles de R.F.A. et de France vis-à-vis de leurs équipementiers.

Réponse qui ne satisfait pas pleinement P. Boccara. Celui-ci souligne que la crise de l'emploi monte aussi en R.F.A. et au Japon. Il considère comme très dangereuse la recrudescence, en fait, des privilèges accordés à l'exportation des marchandises et des capitaux qui s'exerce en réalité contre la reconquête du marché intérieur, son développement et contre de nouvelles coopérations internationales qui sont plus que jamais nécessaires.

□ **Jacky Fayolle** revient lui aussi sur cette question de temps, en rattachant à la question précédente de la croissance financière. « Il faut partir de la gestion patronale aujourd'hui. Celle-ci conduit les entreprises à définir en général des objectifs de



J.-Ch. Le Duigou, J. Fayolle, A. Obadia, X. Greffe, B. Marx, P. Boccara



Jacky Fayolle

production sélectifs tournés vers l'exportation, à amputer le potentiel de croissance, à pratiquer une gestion financière qui limite l'endettement pour investir mais laisse se gonfler l'endettement brut qui finance autre chose que les dépenses productives par exemple les exportations de capital, les placements. N'oublions pas qu'en dix ans la place des actifs physiques dans les actifs immobilisés est passée de 30 à 20 %. Les entreprises se concentrent ainsi sur des productions où les coûts paraissent les plus supportables. Elles adoptent des gestions régressives et amputent le potentiel matériel et humain de croissance. Cela crée une contradiction. Cet ajustement a pour objectif de relever la rentabilité financière. Mais pour cela il faut des débouchés que cette gestion tend à réduire. La solution recherchée c'est le tout à l'exportation s'opposant au développement et à la couverture du mar-

ché intérieur.

Ce type de gestion est-il durable ? Certaines projections l'affirment. Mais elles abandonnent complètement l'objectif de l'emploi : en prévoyant une réduction de 500.000 emplois industriels et de plus elles sont **totale**ment irréalistes. Puisqu'elles tablent sur une croissance de 5 % par an pendant 5 ans de la demande de l'étranger s'adressant à la France et qu'elles sont assises sur une hypothèse de croissance durablement forte de la productivité malgré l'insuffisance des dépenses de formation, et de qualification.

En réalité si le potentiel de croissance tourné vers le marché intérieur est réduit systématiquement et celui tourné vers l'extérieur étendu, nous serons pris totalement à contre-pied lorsqu'il y aura retournement mondial.

Il est donc crucial d'aborder différemment le problème des délais. Cela incite à réfléchir de façon nouvelle sur le type de lien entre investissement et emploi. Ainsi en 1982 et 1983 alors qu'il y a eu stagnation de la production industrielle, la productivité apparente du travail a augmenté de 10 % (baisse des heures ouvrées pour une production constante). Même si une partie a été absorbée par le passage aux 39 H, cela est élevé. Et pourtant la compétitivité des entreprises est insuffisante et l'on tient à l'exportation grâce aux dévaluations. C'est donc bien la preuve que les problèmes des coûts matériels et financiers sont cruciaux et qu'ils ne sont pas traités ».

□ **Michel Dauba** lui aussi évoque la question des délais pour s'inquiéter du temps perdu : « Raison de plus pour ne pas faire traîner les décisions ou leur mise en œuvre » et il cite le cas de la machine-outil.

□ Pour **L. Gallois**, « cela pose à la gauche le problème de sa capacité à prendre et à appliquer des décisions vite » et il évoque le plan chimie.

## ⑥ LA LIAISON INVESTISSEMENT- EMPLOI

Cette question est elle aussi débattue notamment à travers le cas productique.

□ **Xavier Greffe** s'inquiète de ce qu'il croit déceler dans l'analyse de Paul Boccara « une opposition entre politique de développement de l'emploi et investissement. Or il est indispensable de développer l'investissement pour doter les entreprises des équipements modernes ».

□ **Alain Obadia** constate au contraire au travers de l'exemple de la productique « que les crédits publics attribués aux industries d'équipements productiques ne sont pas utilisés alors même que le taux de pénétration étrangère est de 65 % ».

□ **Paul Boccara** revient sur le cas de la productique, après avoir souligné que « ce n'est pas moi qui oppose investissement et emploi, c'est la réalité. Je pense moi aussi qu'il n'y a pas assez d'investissements productifs. Mais si l'on veut financer l'investissement productif en sacrifiant dans une certaine mesure l'emploi cela se retourne contre l'investissement productif lui-même. C'est un leurre parce que les débouchés ne sont pas assurés, parce que la croissance financière va se développer. On a évoqué le plan productique. S'il n'y a pas priorité pour l'emploi efficace et donc pour la croissance des productions nouvelles et des débouchés, les crédits peuvent servir en partie à la croissance financière ou à des importations de machines que l'on pourrait produire en France. Ainsi on peut



Alain Obadia

dans certains cas aboutir à des aides pour les licenciements ».

□ **Louis Gallois** : « c'est exactement l'inverse » : on est en train d'essayer avec le ministère de l'Emploi et celui des Affaires Sociales de lier la modernisation, la défense de l'emploi, la réduction de la durée du travail et la formation, dans des programmes qui puissent être discutés dans les comités d'entreprises ».

□ **Paul Boccara** : « vous faites allusion aux efforts entrepris, à partir du ministère de l'Emploi pour développer à partir du plan productique des contrats emploi-formation-production. Je maintiens qu'il y a risque que le plan productique dans bien des cas ne soit pas utilisé pour développer l'emploi, et le soit même pour permettre des licenciements. Je maintiens qu'il y a affrontement sur cette question

et que le résultat dépendra des luttes ».

□ **Louis Gallois** : « il y a effectivement un débat sur le caractère des clauses « emploi ». Le ministre de l'Emploi souhaite un lien rigide entre investissement-emploi et aide publique et moi je suis partisan d'un lien plus souple. Pour une entreprise de quelques dizaines de personnes pour laquelle l'alternative c'est la survie, on ne peut fixer la même rigidité de critère que pour les grosses entreprises. Sinon le risque est que les équipements, les automatismes ne pénétrant pas du tout ».

□ **Paul Boccara** : « Le problème n'est pas seulement de choisir entre la souplesse et la rigidité. La vraie question est celle du critère dominant l'attribution des fonds, de tous les fonds du plan. Si cela est vrai on est à côté de l'affrontement véritable en prenant le problème en termes de souplesse et de rigidité de certains fonds. Le véritable affrontement se situe entre la rentabilité financière s'abritant derrière le mythe d'une modernisation contre les hommes, dieu Moloch qui réclame des sacrifices humains ou une modernisation réussie, car à la fois technologique et sociale, avec les hommes, pour les hommes, en maintenant de la façon la plus souple possible mais en même temps la plus ferme possible le cap dans cette direction ». ■